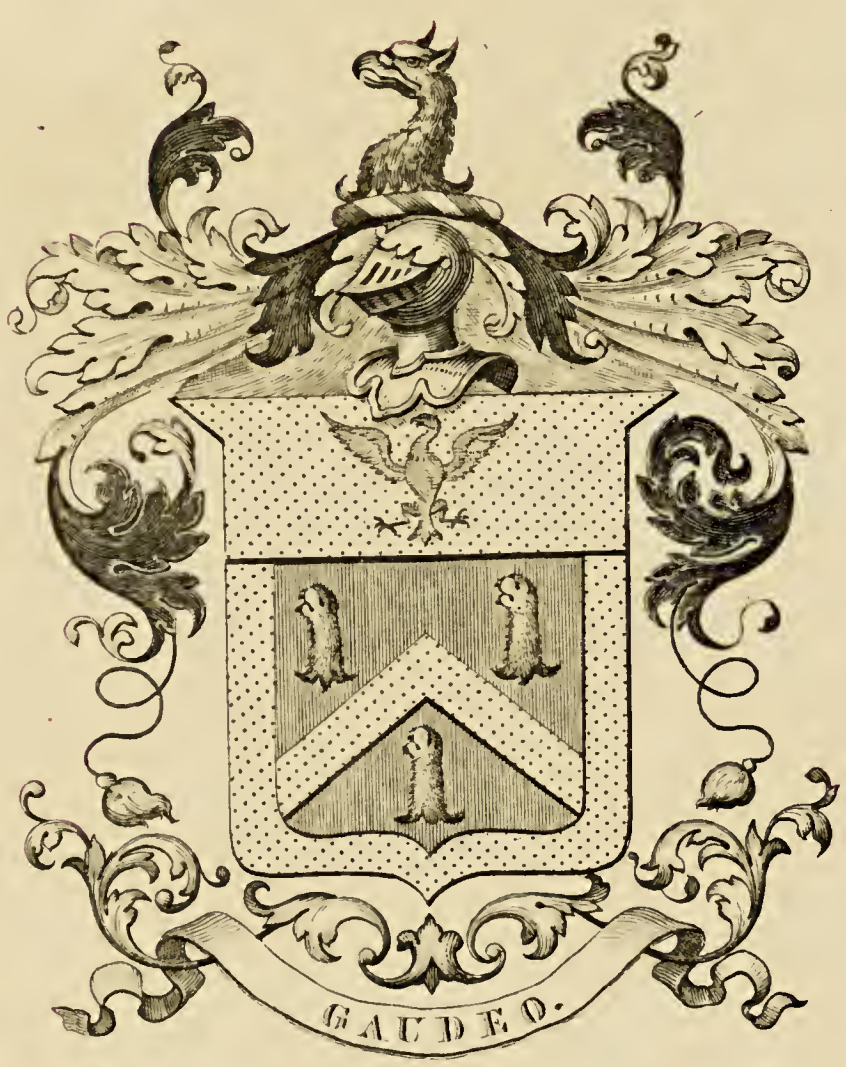
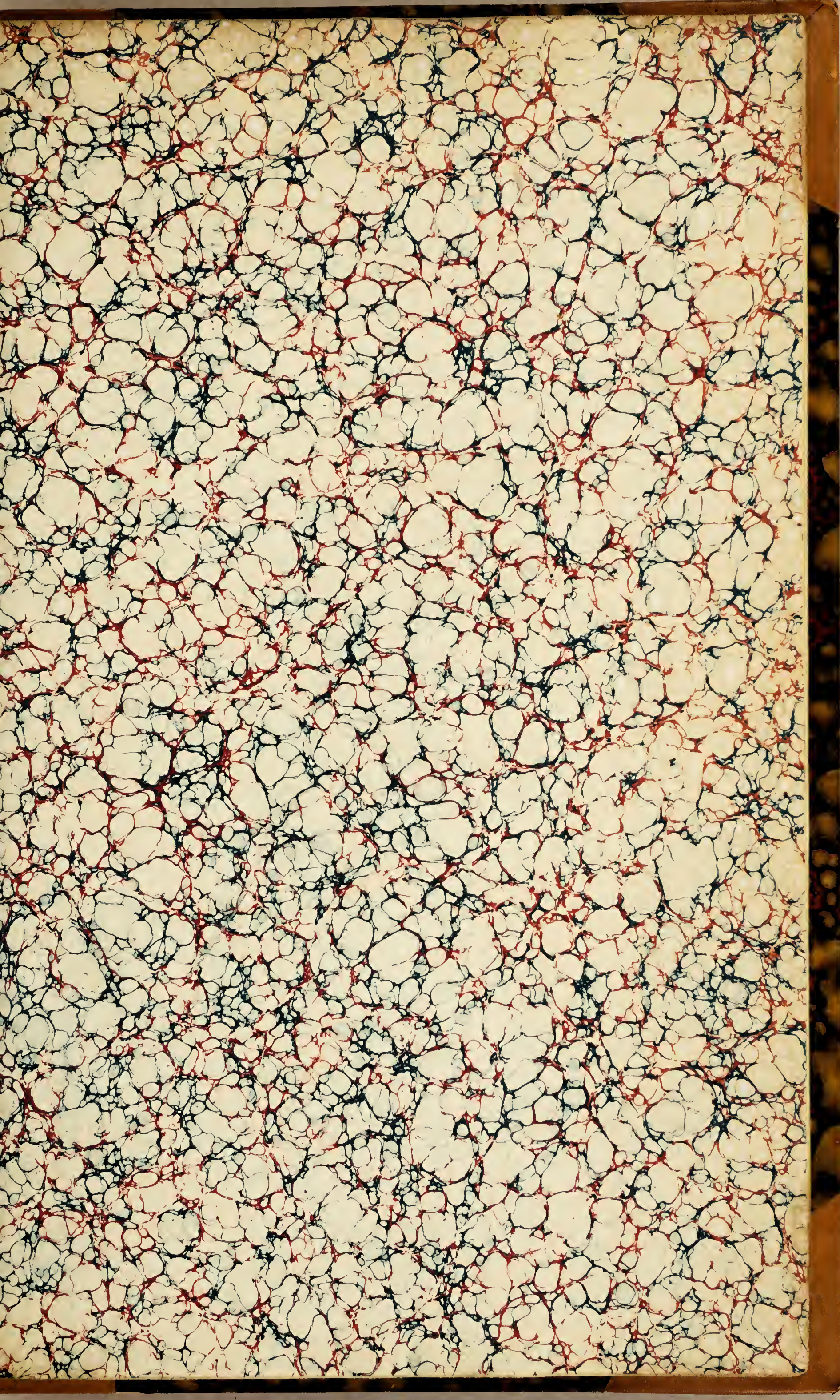


John Carter Brown.

LIBRAIRIE ANCIENNE
DE
FREDERIK MULLER.
AMSTERDAM,
HEERENGRACHT PRÈS DU OUDE
SPIEGELSTRAAT, KK. N°. 130.



Cx

Cf Joseph Galloway in English
See his Cool Thoughts.

RÉFLEXIONS
IMPARTIALES
SUR
L'AMÉRIQUE.

Ouvrage traduit de l'Anglois.

A AMSTERDAM,

Et se trouve à Paris,
Chez MOUTARD, Libraire-Imprimeur
de la Reine, rue des Mathurins,
Hôtel de Cluni.

M. DCC. LXXXI.

RPJCB

JOHN CARTER BROWN

RÉFLEXIONS IMPARTIALES

Sur les conſéquences de l'Indépendance de l'Amérique pour la Grande-Bretagne.

IL y a long-temps qu'un homme d'eſprit fort éclairé (1), a recommandé l'Indépendance de l'Amérique, comme avantageuſe à la Grande-Bretagne. Ses raiſons ſpécieuſes lui firent quelques partiſans; il y eut même une motion à ce ſujet en la Chambre des Communes. Eſt-ce la hardieſſe ou la nouveauté de ce conſeil politique, qui l'a fait prendre pour la vérité? c'eſt ce que je ne prétendrai point décider. Tout ce qu'il y a de certain, c'eſt qu'au premier coup-d'œil, la propoſition *de démembrer tout-à-coup du corps politique trois millions*

(1) Le Doyen de Gloceſter.

de ſes ſujets, & une partie de ſon territoire beaucoup plus conſidérable que la Mere-Patrie elle-même, répandit l'alarme dans tous les eſprits, & fit rejeter cet avis comme abſolument inſoutenable. Mais il tient à des queſtions de la plus grande importance pour le ſalut de l'Etat, & mérite, par cette raiſon, d'être examiné avec impartialité. Je me propoſe de le diſcuter de nouveau, en peu de mots, ſans paſſion & ſans eſprit de parti, & de ſoumettre, à l'exemple de celui qui l'a préſenté d'abord, mes réflexions au jugement du Public non préoccupé.

Pour ſoutenir ce ſentiment, il faut prétendre en même tems que la force d'un Etat ne conſiſte ni dans le nombre des ſujets qui le compoſent, ni dans ſes richeſſes; qu'une ſociété de deux millions d'hommes eſt auſſi puiſſante que celle de quatre millions, & que le nombre & la richeſſe des particuliers n'ajoutent rien au pouvoir d'une Nation; il faut établir auſſi que l'étendue du territoire n'eſt point néceſſaire à la ſubſiſtance d'un peuple nombreux, & que les terres & les individus ne contribuent en rien à l'accroiſſement du commerce; en un mot, que les différentes Puiſſances de l'Europe ſe ſont trompées dans

leur Politique, & qu'elles n'ont point augmenté leur pouvoir par l'établiſſement de leurs Colonies. Mais ces principes ſont ſi oppoſés à l'opinion générale, & à la Politique de toutes les Nations, ils ſont ſi contraires à l'expérience & à la vérité, qu'il pourroit paroître ſurprenant qu'on fût obligé de les diſcuter, ſi l'on ne faiſoit pas réflexion, que la plupart des hommes ne donnent qu'une foible attention aux principes ſur leſquels ils établiſſent leurs opinions.

Si les partiſans de l'Indépendance des Américains avoient conſidéré la nature du Gouvernement civil, & les principes fondamentaux de ſa force & de ſa durée; s'ils avoient conſidéré les motifs qui ont engagé les diverſes Nations à former des Colonies, l'utilité que retire un Etat de l'agrandiſſement de ſon territoire & du nombre de ſes habitans, ainſi que les avantages infinis du Commerce; s'ils avoient réfléchi ſur la poſition particuliere de la Grande-Bretagne, qui eſt une Iſle environnée de voiſins puiſſans & ambitieux, & dont la sûreté dépend uniquement de ſes forces navales, peut-être euſſent-ils abandonné leur ſyſtême à l'inſtant même où ils l'ont conçu.

L'établiſſement des ſociétés civiles n'a

pour but que la conſervation des hommes : lorſqu'elles ſont diviſées entr'elles, elles ne ſont point dans leur état naturel. Le foible devient toujours la proie du plus puiſſant, & un homme fort, trouve toujours plus fort que lui. C'eſt de ce principe que découle la néceſſité du contrat ſocial, qui n'eſt autre choſe qu'une confédération entre un certain nombre d'individus, pour veiller à leur défenſe mutuelle. Le but des peuples dans ces ſortes d'aſſociations, ne fut pas ſeulement d'éviter les inconvéniens qui réſultent du défaut de loix parmi les hommes, ils ſe propoſerent auſſi un autre objet, qui n'eſt pas d'une moindre importance. Les circonſtances locales mirent néceſſairement de l'inégalité entre les différentes peuplades ; & dans cette poſition, les plus foibles furent encore expoſées à l'ambition & aux conquêtes des plus puiſſantes & des plus nombreuſes. Les premieres réunirent leur pouvoir & leurs forces par des alliances réciproques, comme l'unique moyen de pourvoir à leur sûreté commune. La raiſon leur apprit en quoi conſiſtoit la force ; ils virent que deux hommes étoient plus forts qu'un ſeul, & trois millions plus puiſſans que deux ;

& par une conſéquence toute natu el'e, ils ſentirent que plus une ſociété avoit de confédérés, plus elle pouvoit oppoſer de réſiſtance; qu'il falloit auſſi une étendue de terrein proportionnée au nombre de ſes habitans, & à la conſommation néceſſaire à leur ſubſiſtance; ils virent également que la plus grande partie d'entr'eux n'étoient pas propres à la guerre; que tandis que les uns étoient occupés à la défenſe de leur patrie, il falloit néceſſairement que les autres fuſſent employés à la culture de la terre; qu'il étoit juſte que ceux qui ſe battoient pour leurs Concitoyens fuſſent entretenus & payés aux dépens du Public, & que par conſéquent les tréſors & les richeſſes étoient une partie eſſentielle des forces d'une ſociété. Une expérience ultérieure leur montra que dans les pays dépourvus de mines d'or & d'argent, le Commerce peut ſeul procurer ces métaux; que les articles du Commerce ne peuvent provenir que du ſein de la terre miſe en valeur par le travail & l'induſtrie des habitans; qu'un Empire avoit par conſéquent plus beſoin de grandes poſſeſſions en terres, qu'une ſimple ſociété; que le Commerce peut être au-deſſous du produit des terres & du labour d'une

contrée, mais ne peut pas être au-deſſus ; qu'ainſi le Commerce d'une Nation doit être limité par l'étendue de ſon territoire. Je parle ici du Commerce intérieur que les membres d'une même ſociété peuvent faire entr'eux, indépendamment des étrangers ; car ce qui eſt au pouvoir & dans la dépendance d'autrui, ne peut pas être & n'a jamais été le premier objet que ſe ſoit propoſé une Nation ſage. Que ſi les articles d'exportation, qui ſont le produit du labour & des Manufactures d'un pays, n'excédent pas en valeur les denrées qu'il tire du dehors, il eſt de toute impoſſibilité qu'il acquiere des richeſſes. Si ces mêmes articles d'exportation ſont au-deſſous des articles importés, les richeſſes qu'il poſſédoit doivent ſortir de ſes mains : la Nation devient pauvre & incapable de pourvoir aux moyens néceſſaires pour ſa défenſe en tems de guerre.

De ces principes découlent pluſieurs vérités inconteſtables ; c'eſt qu'une Nation qui poſſéde la plus grande étendue de terres, qui renferme le plus grand nombre d'hommes & fait le plus de Commerce, doit être auſſi la plus riche, la plus puiſſante, & la plus en état de ſe défendre contre les attaques du dehors.

Delà vint la concurrence des territoires & l'eſprit de conquête, qui eſt la ſource la plus sûre de réunir le nombre, la richeſſe & le pouvoir. L'envie de s'étendre fut ainſi l'objet conſtant des Nations.

Vers la fin du XVe ſiecle, les différens peuples de l'Europe, en général, étoient pauvres. On ſe contentoit alors du néceſſaire, ſans penſer aux commodités de la vie; on avoit peu de moyens; cette partie du Monde ne produiſoit ni or, ni argent, & le Commerce étoit trop borné pour fournir des reſſources conſidérables; il étoit tout entier entre les mains des Vénitiens & des Génois qui exerçoient des monopoles à leur gré. Ces deux Puiſſances ſe ſont d'ailleurs fatiguées mutuellement pendant un grand nombre d'années, en ſe diſputant la ſupériorité, ſans que l'une ait jamais obtenu d'avantage ſenſible ſur l'autre. La découverte d'un nouveau Monde ſans culture, preſque dépourvu d'habitans & abſolument ſans défenſe, occupa différemment la politique des Européens, ſans cependant en changer l'objet; ils voyoient qu'en formant des Colonies, ils pouvoient étendre leurs poſſeſſions, le nombre de leurs ſujets, leur Commerce & leurs richeſſes, & que

d'ailleurs il leur en coûteroit beaucoup moins d'hommes & d'argent, que dans les guerres de l'ancien Continent.

Il eſt de l'intérêt & du devoir d'une Nation d'obſerver l'accroiſſement de la puiſſance de ſes voiſins, & de prendre toutes les meſures convenables pour accroître la ſienne dans la même proportion, & davantage encore s'il eſt poſſible. La Cour d'Eſpagne, ſous l'autorité de laquelle ſe fit la découverte de l'Amérique, fut la premiere à former des Colonies. Les autres Puiſſances ſentirent combien elle alloit en retirer de forces & de richeſſes ; ſes ſuccès dans ſes établiſſemens du Mexique & du Pérou, & les immenſes tréſors qu'elle en rapporta, engagerent le Portugal, l'Angleterre, la France & d'autres, à ſuivre ſon exemple. Si ces derniers ne découvrirent pas des pays abondans en mines d'or & d'argent, ils trouverent des contrées beaucoup plus propres à la population, extrêmement fertiles & capables de produire encore tous les objets de Commerce, qui, dans tous les tems, auront l'avantage ſur ces métaux. Ils y fonderent des Colonies, y virent accroître le nombre de leurs ſujets & leur Commerce. Ce dernier objet augmenta en

proportion de la population des Colons, & les richeſſes en proportion du Commerce; la puiſſance & la force de chaque Nation ſuivirent la proportion de ſes richeſſes. Les Vénitiens & les Génois ne furent plus en état, comme auparavant par la ſupériorité de leur Marine, d'attirer à eux tout le Commerce de la Turquie & des Indes. Les Puiſſances qui avoient formé des Colonies, s'étant ainſi élevées de leur ancien état de foibleſſe & de pauvreté à celui de la force & de l'opulence, pour ainſi dire dans la même proportion, pouvoient maintenir la balance entr'elles, & conſerver leurs poſſeſſions reſpectives dans l'indépendance des autres Nations.

Tout homme qui ſera verſé dans l'hiſtoire du Commerce de l'Europe, & qui ſuivra l'élévation progreſſive de chaque Peuple, la maniere dont il a paſſé de la pauvreté à l'opulence, & de la foibleſſe à la force, ne pourra s'empêcher de convenir de ces vérités; il doit voir quelle auroit été la deſtinée de notre Iſle, ſi la ſageſſe de nos peres n'eût pourvu à l'établiſſement de nos Colonies, & ne nous eût acquis des poſſeſſions étrangeres. Le pouvoir de la France & de l'Eſpagne ſe ſeroit conſtamment

accru ſans aucun obſtacle, juſqu'au degré de grandeur & d'importance où nous les voyons maintenant, & même il eût été beaucoup plus loin encore. La France en particulier ſeroit en poſſeſſion de tout le nord de l'Amérique, des Indes occidentales & des Indes orientales. Le nombre de ſes ſujets, l'étendue de ſes poſſeſſions, les reſſources de ſon Commerce & de ſes richeſſes, la puiſſance de ſa Marine ſe ſeroient immenſément accrus, tandis que la Grande-Bretagne auroit dû au moins reſter dans l'état où elle étoit il y a deux cens ans. Si elle ſe fût maintenue dans ſon indépendance, & qu'elle eût conſervé ſa ſouveraineté, elle ſeroit aujourd'hui tout au plus un Nain dans l'Europe, & ſon exiſtence dépendroit du pouvoir & de la volonté des autres Nations.

Il n'eſt gueres poſſible de dire juſqu'où les choſes auroient été, ſi la Grande-Bretagne eût vu d'un œil tranquille les Puiſſances voiſines étendre leur domination par l'établiſſement de leurs Colonies, ſans imiter cette Politique. La Monarchie Univerſelle de l'Europe auroit été l'objet favori de l'ambition Françoiſe, & elle n'auroit pas man-

qué de renouveller ſouvent ſes tentatives pour y parvenir (1). La Grande-Bretagne, dont preſque toute la force vient de ſes Colonies, n'eût point été en état de faire échouer ces projets ambitieux. Si nos Colonies, comme cela pouvoit arriver, euſſent appartenu à la France avec leur Commerce, leurs richeſſes, leurs forces Navales, ſans doute elle eût réuſſi dans ſes deſſeins politiques. Il n'eſt pas moins probable que ſi la France & l'Amérique pouvoient, ſans aucun obſtacle, former entr'elles une alliance offenſive & défenſive, la premiere pourroit un jour, & peut-être avant peu, parvenir à la Monarchie Univerſelle. Un pareil traité ſeroit très-favorable à ſes intérêts, dès que les autres Puiſſances de l'Europe auroient reconnu l'Indépendance de l'Amérique. Tant que cette derniere ſera dans l'état d'enfance, il eſt naturel qu'elle deſire de mettre ſes

---

(1) *Note du Traducteur.* La jalouſie Angloiſe irritée de ce que la France ſe ſoit toujours oppoſée à la tyrannie que les Anglois ont exercée, dans tous les tems, ſur toutes les Mers, ſuppoſe à la France le projet chimérique & abſurde de Monarchie Univerſelle; mais les Anglois ſont les ſeuls qui le lui ſuppoſent, & probablement ils ſentent eux-mêmes la fauſſeté de cette ſuppoſition, que détruiſent les plus ſimples notions de l'état politique actuel de l'Europe.

nouvelles poſſeſſions ſous la protection de la France, juſqu'à ce qu'elle ſoit elle-même parvenue à un degré ſuffiſant de pouvoir & d'opulence. La France de ſon côté trouvera de nouvelles reſſources dans les forces de l'Amérique, dans ſon Commerce, dans ſes Armes & dans ſa Marine. Cette nouvelle Puiſſance ne tardera pas à ſe relever des déſaſtres & des malheurs de la guerre. Quelle différence entre l'état actuel de ce pays, & celui où nous l'avons trouvé en nous y établiſſant ! Il eſt bien peuplé, bien cultivé ; ſon Commerce & ſes forces ſont parvenus au point où ils pouvoient monter dans cet eſpace de tems ; le nombre de ſes habitans & ſa puiſſance paſſeront bientôt notre attente ; ſi ſon accroiſſement ſubit eſt déjà au-deſſus de toute imagination, que ne doit-on pas préſumer de l'avenir, lorſque ces peuples ſeront ſoutenus & ſecondés par la France, animés par le motif puiſſant de leur intérêt particulier, par celui de leur propre conſervation, par celui d'obtenir de la gloire & de jouer un rôle important parmi les Nations ? leur population s'accroîtra dans une proportion dont nous n'avons point eu d'idée juſqu'à préſent.

Il ne ſera point de l'intérêt de l'Amérique de s'oppoſer à la France, tant que l'ambition de celle-ci ſera bornée à l'Europe (1). La diſtance du nouveau Peuple fera ſa ſureté, & le rendra moins attentif à la deſtinée des Nations ſituées à l'orient de la mer Atlantique, dès que ſa propre puiſſance ſera ſolidement établie; il regardera d'un œil abſolument indifférent la proſpérité ou la décadence des Royaumes dont il n'aura pas à redouter le pouvoir, & dont les ſecours ne lui ſeront jamais néceſſaires; il ne recherchera point d'autres relations avec l'Europe, que celle du Commerce, & il trouvera des avantages plus certains à faire ce Commerce avec un Allié, qu'avec des Nations chez leſquelles il n'auroit aucun autre rapport. Il ſera donc très-peu intéreſſant pour lui que la Grande-Bretagne, l'Eſpagne, la Hollande, l'Allemagne & la Ruſſie ſoient gouvernées

---

(1) *Note du Traducteur.* Ne ſembleroit-il pas, d'après l'Auteur Anglois, que les Colonies ſeules de l'Amérique pourroient faire échouer le projet inſenſé qu'il prête à la France d'envahir l'Europe entiere, & qu'il compte pour rien dans le ſyſtême politique les autres Puiſſances qui environnent la France? L'orgueil Anglois ſe perſuade que ſans l'Angleterre, la France auroit déjà donné des fers à l'Eſpagne, à l'Italie, à l'Allemagne, à la Hollande, à la Ruſſie, &c. *Riſum teneatis amici!*

par un ſeul Monarque, ou par pluſieurs Princes différens. D'après ces conſidérations, il y a tout lieu de préſumer qu'il interpoſeroit ſa puiſſance pour détruire la balance de l'Europe & favoriſer le ſyſtême de Monarchie Univerſelle de ſon Allié, plutôt que pour s'oppoſer à ſes vues & maintenir l'équilibre. Dans cette ſuppoſition, il eſt impoſible de prévoir juſqu'où les projets deſtructifs de l'ambition de la France peuvent s'étendre en Europe. (1)

Il n'eſt pas douteux non plus que des vues d'ambition & le deſir des conquêtes ne gagne également les Cantons unis d'Amérique. Les mines d'or & d'argent dont abonde la partie méridionale de cette contrée, ſeront pour eux des motifs de tentation auxquels ils ne réſiſteront pas. Secondés par la France, ou même ſans elle, il leur ſera facile, avant peu d'années, de ſubjuguer le Bréſil, le

---

(1) *Note du Traducteur.* En ſuppoſant à la France cette ſupériorité chimérique ſur toutes les autres Puiſſances de l'Europe, cette ſupériorité ne ſeroit jamais auſſi préjudiciable à ces dernieres, que la domination tyrannique affectée par les Anglois ſur toutes les Mers. Que de brigandages commis depuis vingt ans par la Nation Angloiſe! que d'inſultes gratuites faites aux pavillons des diverſes Puiſſances! que de procédés révoltans par leur injuſtice & leur inſolence!

Mexique, le Chili & le Pérou, & de s'emparer de la domination univerſelle en Amérique. Quelque conjecturales que ſoient ces réflexions ſur l'avenir, elles ne ſont que trop naturelles; & quoiqu'on ne doive les préſenter qu'avec la défiance qu'inſpire l'incertitude des événemens futurs, qui peuvent changer par des circonſtances imprévues, je crois pouvoir dire, ſans craindre de me tromper, qu'elles méritent la plus ſérieuſe attention, non-ſeulement de la part de la Grande-Bretagne, mais encore de toutes les Puiſſances de l'Europe (1).

La différence qui ſe trouve entre notre Commerce étranger & celui que nous faiſions avec nos Colonies, fera voir d'une maniere plus évidente encore, les conſéquences de leur ſéparation d'avec la Mere-Patrie.

Toutes les exportations de la Grande-

---

(1) *Note du Traducteur.* C'eſt la tyrannie Angloiſe ſur les Mers qui a excité, avec raiſon, l'attention des différentes Puiſſances de l'Europe. Elles ſont toutes bien perſuadées des intentions modérées que la France a fait connoître par ſon Manifeſte, & plus encore par ſa conduite; mais elles ne voient pas d'un œil auſſi tranquille l'Angleterre ſe déclarer ſeule contre tous.

Bretagne chez l'étranger ſe ſont montées,

En 1776,

A la ſomme de. . . .	7,000,000 liv.
Les exportations au nord de l'Amérique, à la ſomme de.	3,370,900
(1) Les exportations aux Indes occidentales, à la ſomme de.	1,041,199
Total	11,412,099

On voit par-là que le Commerce avec le nord de l'Amérique ſeulement, eſt a-peu-près la moitié de tout notre Commerce étranger, & que celui des Indes occidentales joint à celui du nord de l'Amérique, égale neuf quatorziemes du commerce avec l'Etranger.

L'on a remarqué que depuis trente ans, les exportations de l'Angleterre ſeulement au nord de l'Amérique, ont conſtamment doublé tous les dix ans, & même ont été plus qu'au double.

(1) *Note de l'Auteur.* Les exportations d'Ecoſſe & d'Irlande n'ont pas été compriſes dans ce calcul, & ſans doute elles ne ſont gueres moins conſidérables, proportion gardée.

Elles

Elles montoient,

	liv. ſterl.	ſ.	d.
En 1748, à. .	830,243	16	9
En 1758, à. .	1,842,948	13	10
En 1771, à. .	4,586,883	19	9

D'où l'on peut conclure que ſans la rebellion, ce Commerce auroit été porté dans la préſente année, 1780, à la ſomme de 7,000,000 liv., qui eſt plus que la valeur de tout notre Commerce étranger. En ſuppoſant que d'ici à vingt ans il eût augmenté en beaucoup moindre proportion, il auroit toujours ſurpaſſé de beaucoup celui que nous faiſons maintenant, tant avec l'Etranger qu'avec les Colonies; en y ajoutant ce Commerce étranger lui-même, nous aurions trouvé dans ces avantages réunis, une ſource de richeſſes plus abondante & plus étendue que toutes celles que l'on peut trouver en aucune contrée connue.

Le Commerce étranger, de quelque Nation que ce ſoit, a toujours été & doit être en effet inégal, incertain & précaire. Nous avons vu annuellement dans notre Commerce de Turquie une différence de 500,000 liv.; mais les entraves que la France a miſes à ce Commerce

par ſes intrigues (1), & d'autres accidens occaſionnés par les circonſtances, nous empêchent de décider ſi cette différence a été ou de plus ou de moins pour nous. Il n'y a pas encore longtems que notre Commerce avec le Portugal étoit très-floriſſant & très-profitable, juſques-là que nous avons cru devoir le défendre ſur mer & ſur terre; cette Puiſſance elle-même le protégeoit avec nous: mais oubliant bientôt la protection que nous lui avions accordée, ainſi que ſes traités avec la Grande-Bretagne, elle a établi des Tribunaux & des Compagnies contre la foi de ces traités, & les Marchands Anglois ſe ſont vus fruſtrés de leur capital: de ſorte que cette branche de Commerce eſt aujourd'hui languiſſante & fort déchue de ce qu'elle étoit. On pourroit démontrer par une foule de raiſons, que le Commerce qui dépend du caprice & des volontés d'une Puiſſance étrangere, ſera toujours flot-

(1) *Note du Traducteur.* On reconnoît toujours dans la maniere dont les Anglois s'expliquent ſur le compte de la France, le langage d'une rivalité jalouſe. Les Anglois voudroient faire excluſivement le Commerce de toutes les Nations, & leur donner la loi ſur tout le globe. Quiconque prétend avec eux à l'égalité, eſt aſſuré d'en être haï ou perſécuté.

tant & peu ſûr. Ce que je viens de dire ſuffit pour prouver que les Nations ne ſe croient point engagées par les liens de la reconnoiſſance ; qu'il n'eſt point entr'elles d'obligation plus ſacrée que les motifs d'intérêt, & qu'elles ne ſe croient forcées de tenir les traités, que juſqu'au moment ou leur propre avantage ceſſe de les y contraindre. Les factions ou le changement réel ou imaginaire de circonſtances dans un pays étranger, les intrigues de nos ennemis, la jalouſie ou la haine de nos alliés, que nous n'aurons point provoquées ; la mort d'un Souverain, la diſgrace d'un Miniſtre, ſont autant d'événemens d'où dépend la ſûreté de notre Commerce avec l'étranger. Il eſt même quelques conjonctures qui peuvent le ruiner entiérement d'un inſtant à l'autre. Le contraire eſt vrai à l'égard de nos Colonies. Notre Commerce avec elles ne dépend ni du changement ni du caprice des Conſeils étrangers, ni des intrigues de nos ennemis, ni d'aucune révolution de circonſtances dans le pays : c'eſt notre propre bien, & l'on ne peut nous l'ôter que par la force des armes. Notre pouvoir le maintient contre les invaſions des étrangers ; il eſt à l'abri des loix,

& en ſûreté ſous les liens politiques de notre Société; il eſt établi ſur l'intérêt réciproque des deux contrées & l'avantage commun de tout l'Empire. Le tranſport des marchandiſes de nos Plantations eſt encore à nous; il ſe fait dans nos propres Vaiſſeaux, leſquels ſont conſtruits par des Charpentiers de notre Nation, & conduits par nos Marins: il nous fournit par conſéquent une pépiniere de Matelots pour le ſoutien de notre Marine. Mais le tranſport des marchandiſes dans le Commerce avec l'étranger, ſe partage entre nous & les contrées avec leſquelles nous le faiſons. S'ils reçoivent nos Vaiſſeaux dans leurs ports, nous devons également recevoir les leurs chez nous, ou renoncer à leur commerce.

Il n'eſt point parmi les hommes de liens plus forts que ceux qui ſont fondés ſur l'intérêt. Ces liens concourent avec nos réglemens pour aſſurer le Commerce des Colonies à l'Angleterre. La Grande-Bretagne, par pluſieurs raiſons, peut manufacturer pour l'Amérique, & la fournir de marchandiſes à beaucoup meilleur compte que l'Amérique ne pourroit ſe les procurer à elle-même. De ſon côté, l'Amérique eſt propre, à

tous égards, à produire les matieres premieres néceſſaires pour étendre & perfectionner nos Manufactures. Avant le commencement de la rebellion, nos Colonies tiroient des Manufactures de ce Royaume plus de marchandiſes à elles ſeules, que toutes les autres Nations enſemble. Leur conſommation augmentera conſtamment en proportion de leur population & de leurs richeſſes. Tant qu'elles ne ſeront point dépendantes de la Grande-Bretagne, elles ne pourront fabriquer pour elles-mêmes; cela leur ſera impoſſible, tant que leur conſtitution ne ſera pas ſolidement établie, que le terrein ne ſera pas cher dans leur contrée, & que la main-d'œuvre y ſera à peu de frais. Les hommes emploient leurs forces & leurs peines aux genres d'induſtrie qui leur ſont le plus profitables. Quand un propriétaire peut tirer un plus grand avantage de ſes poſſeſſions, & le journalier plus de profit en travaillant à la terre, il n'eſt pas à préſumer qu'ils ſe livrent l'un & l'autre aux entrepriſes & aux travaux des Manufactures, pour y faire une perte ſenſible. Ajoutez à cela que le Gouvernement continuera comme par le paſſé à fixer le travail & l'induſtrie de chaque

contrée, aux objets qui leur ſeront plus convenables & plus utiles, en mettant de judicieuſes reſtrictions dans le Commerce, & en accordant de raiſonnables encouragemens aux habitans.

D'après l'état précaire du Commerce étranger & la certitude de celui de nos Colonies, vouloir regarder le premier comme la ſource des richeſſes & de la force de la Nation en renonçant à l'autre, c'eſt abandonner la réalité pour courir après une chimere.

Il n'eſt point de raiſonnement qui puiſſe mieux démontrer l'importance des Colonies pour notre Iſle, que de comparer le nombre de ſes habitans & l'accroiſſement de ſes Manufactures, de ſon Commerce, de ſes Flottes marchandes, de ſes forces navales & de ſes Douanes, dans l'état où tout cela ſe trouvoit au moment où nous avons formé nos habitations en Amérique, avec l'étonnant accroiſſement où nous les voyons aujourd'hui; accroiſſement que nous devons à nos Plantations, ſinon entiérement, du moins en bonne partie.

Avant l'établiſſement de nos Colonies, ſous le regne d'Eliſabeth, les habitans de Londres n'étoient qu'au nombre

de 100,000, & aujourd'hui nous en comptons 700,000 ; on peut ſuppoſer que celui de nos autres Villes de Commerce eſt auſſi conſidérablement augmenté, quoique peut-être dans une moindre proportion. Nos Manufactures ſe ſont multipliées d'une maniere bien plus étonnante encore. Il faut auſſi que le nombre des Laboureurs & de tous ceux qui ſont employés aux travaux néceſſaires à la conſommation, ſoit beaucoup augmenté ; autrement les habitans des Villes & ceux qui ſont occupés dans les Manufactures ne pourroient ſubſiſter.

Nous tirions alors de l'étranger toutes nos proviſions navales, & même la plupart de nos Vaiſſeaux, quoiqu'ils fuſſent en très-petit nombre relativement à ceux que nous avons aujourd'hui ; ils étoient conſtruits dans des ports éloignés, & il falloit les acheter des autres Nations ; maintenant nos loix nous défendent de faire le Commerce ſur des Vaiſſeaux du dehors ; tous ceux que nous employons ſont bâtis dans nos chantiers, & il ne ſort point d'argent du Royaume pour les acheter. Nos Douanes n'excédoient pas la ſomme de 36,000 liv. & notre Commerce n'étoit

gueres plus conſidérable. En 1778 les Douanes montoient à 3,538,040 liv.; ce qui fait plus de quatre-vingt-dix fois autant.

Notre Marine conſiſtoit alors en 33 Vaiſſeaux du dernier rang; nous en avons aujourd'hui plus de trois cens, parmi leſquels nous comptons preſqu'un tiers de Vaiſſeaux de ligne.

L'Allemagne nous fourniſſoit tout fabriqués, preſque tous les uſtenſiles de cuiſine, les outils d'Architecture, & même juſqu'à des clous; aujourd'hui nous fabriquons par nous-mêmes tous ces objets, & nous en fourniſſons toute l'Europe. Nous tirions nos ſucres du Portugal, & l'Eſpagne nous procuroit toutes les productions d'Amérique; nos Indes occidentales nous envoient maintenant plus de ſucre que nous n'en pouvons conſommer, & nous en cédons aux autres Nations. Nous allions chercher en France le papier, les toiles & une infinité d'autres articles, que nous faiſons maintenant chez nous. Les Vénitiens & les Génois nous revendoient en détail & au prix qu'il leur plaiſoit, les diverſes marchandiſes des Indes orientales. L'intérêt courant de l'argent étoit à douze pour cent; la va-

leur intrinſeque des terres ne répondoit qu'au loyer actuel de douze années ; nos embarquemens étoient peu nombreux, & n'égaloient pas en total ceux qui ſe font de nos jours pour l'Amérique ſeulement. En un mot, on ne pouvoit pas nous regarder exactement comme une Nation de Commerçans ou de Fabricans ; au lieu que maintenant les avantages innombrables & les reſſources infinies que nos Colonies nous ont procurés, ont rendu notre pays celui de tout le globe où il y a le plus de Négoce & de Manufactures.

Il eſt impoſſible de préſenter l'opinion que je réfute, ſous un point de vue favorable. De quelque maniere qu'on l'enviſage, on verra toujours ſenſiblement combien elle eſt abſurde & inſenſée. Tant que les Colonies ſont reſtées membres dépendans & ſubordonnés de l'Empire, elles étoient, dans toute l'étendue du terme, ſujets de la Grande-Bretagne. Si la diſpute qui s'eſt élevée relativement à la maniere de lever les Impoſitions Américaines eſt fondée ſur des principes conformes à la juſtice & à notre conſtitution, le travail des Colons, leur induſtrie, leur Commerce, leur Pêche, leur Marine, leurs richeſ-

ſes appartiennent à l'Etat, auſſi-bien que tout ce qui eſt produit par les habitans de notre Iſle. Mais ſi l'union politique entre les deux contrées vient une fois à ſe diſſoudre, tous les avantages qui reviennent de trois millions de ſujets, la force de leur ſecours en proportion du nombre d'hommes qu'ils peuvent mettre ſur pied, la reſſource de leurs Matelots & de leurs contributions en tems de guerre, celle de leur travail, de leur induſtrie & de leur Commerce en tems de paix, tout cela ſera perdu ſans retour pour ce Royaume.

Les Cantons unis ſont déjà & continueront d'être Alliés de la France, ſi l'on ne vient à bout de les réduire; & quoiqu'à préſent le très-grand nombre déſire & eſpere de voir l'union ſe rétablir avec la Mere-Patrie, & qu'en effet ils s'uniſſent à nous pour abaiſſer le pouvoir de leurs tyrans, à l'inſtant où ils auront le moindre encouragement pour venir à bout de ce deſſein, que l'entêtement politique de chaque Chef a ſuſpendu juſqu'ici, il pourroit ſe faire qu'ils fuſſent trompés dans cette attente, & alors ils ſeront portés à s'unir avec les ennemis de ce Royaume. La maniere dont nous leur faiſons la guerre en exer-

çant plus de cruautés contre nos Compatriotes que contre des ennemis, l'inhumanité & la trahiſon que nous leur avions déjà montrées en refuſant de les ſecourir, ne manqueront pas de faire naître dans leur cœur une haine durable & un reſſentiment profond. La reconnoiſſance qu'ils devront à une Nation qui les aura garantis de nos ravages, fera ſur eux une impreſſion ineffaçable; la Politique Françoiſe ne manquera pas de profiter de ces diſpoſitions, pour former avec eux des Traités d Alliance & de Commerce, qui ſeront fondés ſur deux grands principes, l'intérêt mutuel des deux Peuples, & l'abaiſſement de la Puiſſance Britannique. Et s'ils ont quelque Commerce avec nous, il conſiſtera ſeulement dans la permiſſion de partager avec les autres Nations ce que la France aura mis au rebut; & nous ne ſerons ſervis que quand ils auront choiſi à leur gré, eux & leurs Alliés.

En reconnoiſſant l'Indépendence de l'Amérique, il nous faut renoncer à nos Pêcheries des bancs de Terre-neuve & des mers de ce pays; conſentir à perdre au moins 35,000 Matelots de la Nouvelle-Angleterre, auxquels on en peut

ajouter plus de 28,000 élevés & exercés dans cette excellente Ecole. Le Commerce des marchandiſes que nous tranſportons de ces contrées chez les Nations Catholiques, paſſera entre les mains des Américains. Ces excellentes pépinieres de Marins & ce Commerce appartiendront toujours de droit naturel aux Peuples habitans de ces contrées; l'Amérique ne partagera jamais d'auſſi précieux avantages avec aucune Puiſſance, quelle qu'elle ſoit.

La perte des Iſles Britanniques & des Indes occidentales doit ſuivre celle de l'Amérique. Les motifs qui peuvent contraindre l'Angleterre à céder les Colonies du Continent, la forceront également à renoncer aux Iſles. Elles ſont évidemment l'objet immédiat de l'ambition de la France, tant qu'elle verra dans l'avenir les avantages qu'elle doit retirer de ces acquiſitions & de l'Indépendance de l'Amérique, ainſi que de la ſouveraineté des mers Britanniques, ſi elle n'obtient pas celle de l'Angleterre même. Mais ſi la France ne s'empare pas des Indes occidentales dans la guerre actuelle, l'Amérique ayant recouvré & augmenté ſa puiſſance, confirmé ſon traité d'Alliance, rétabli l'unanimité

dans ſes divers Cantons, formé ſa Marine & acquis de nouveaux alliés, toutes choſes qu'elle peut réaliſer en peu d'années; les Iſles doivent alors néceſſairement faire partie des nouveaux Etats-Unis. La nature les a placées dans leur voiſinage; elles ſont plus dans leur dépendance, que l'Iſle de Man ou les Orcades ne ſont dans celle de la Grande-Bretagne. D'ailleurs les Indes occidentales ne peuvent bien ſubſiſter ſans l'Amérique; c'eſt delà qu'elles doivent tirer leurs proviſions. L'Amérique a réciproquement beſoin de beaucoup d'articles qu'on ne peut tirer que des Iſles. Dans l'un & l'autre cas, que deviendront nos Manufactures? Nous ne pouvons nous diſſimuler que nous recevons de ces Iſles une infinité de choſes qui ſont néceſſaires pour rendre nos Manufactures plus avantageuſes & plus étendues, & que nous ne pouvons tirer ces marchandiſes d'aucun autre pays. Nous ſerons obligés de nous contenter des reſtes de la France & de l'Amérique, après que l'une & l'autre ſe ſeront fournies à leur gré, conformément à leur Traité d'Alliance. Il faudra nous conformer au prix qu'on nous preſcrira, & nous charger encore des dépenſes d'un cabotage

étranger, ſi toutefois ils conſentent à faire le moindre Commerce avec nous. La France qui depuis long-tems fait de vains efforts pour ſe montrer notre rivale dans les Manufactures, le deviendra véritablement par ce moyen. D'où pourrions-nous tirer nos matieres premieres, dans le cas où la guerre s'éleveroit entre nous & ces contrées? Les ſoins prévoyans de nos Marchands pourront-ils avec d'auſſi grands déſavantages amaſſer, en tems de paix, une quantité ſuffiſſante de matériaux pour fournir les Manufactures pendant la durée d'une longue guerre? On n'y doit pas compter. La plupart de nos Manufactures ſeront donc interrompues, & avec elles notre Commerce.

Mais ce n'eſt pas la ſeule perte que celle des Indes occidentales entraînera pour nous avec elles; il y faut ajouter celle de 20,000 Matelots, au moins, qui s'élevent & ſe forment dans le Cmomerce de la Grande-Bretagne avec ces Iſles, ou dans le Commerce de ces Iſles entr'elles, & dont la totalité peut monter à 80,000 hommes de mer (1). Perte

---

(1) *Note de l'Auteur.* Matelots employés dans les Vaiſſeaux de la Grande-Bretagne, en Amérique, 28,900

irréparable, perte trop ſenſible, & qui ne peut manquer de faire impreſſion ſur l'eſprit de tout bon Patriote, quand il réfléchit que le ſalut de ſa Patrie dépend uniquement de ſes forces navales.

La Grande-Bretagne ne perdra-t-elle pas une plus grande portion de ſon indépendance dans l'état actuel de l'Europe, lorſqu'elle ſera obligée de recourir aux autres Nations pour ſes proviſions navales? Il n'y a pas long-tems que nous tirions des Puiſſances du Nord toutes les matieres dont la poſſeſſion fait notre ſûreté; nous ne les avions pas chez nous, & nous les achetions de l'Etranger à un prix arbitraire. Nous pouvons nous rappeller que du tems de la Reine Anne, les extorſions des Suédois nous forçoient de payer à Stockolm trois livres par baril de poix & de goudron; ces diverſes Nations tiroient ſi peu de nos Manufactures, que ce Commerce réciproque

---

De l'autre part, ...	28,900
Dans le Commerce d'Amérique avec les Indes occidentales, la France, l'Eſpagne, le Portugal, l'Allemagne & les côtes d'une Colonie à une autre.	35,000
Dans le Commerce des Indes occidentales avec l'Amérique, l'Afrique & l'Europe. . .	20,000
Total. . . .	83,900

étoit tout à leur avantage. L'or, l'argent & les richeſſes que nous tirions de notre Commerce avec les autres Peuples, étoit verſé dans le Nord; mais depuis quelques années, nous avons rétabli une juſte balance dans ce Commerce, en tirant de nos Colonies une grande partie des proviſions que nous fourniſſoit le Nord.

L'extenſion de nos forces navales juſqu'au point où nous les voyons maintenant, a fait que nous n'avons pas eu de guerre à ſoutenir avec les Puiſſances du Nord; mais juſqu'à quand cela durera-t-il? c'eſt, je crois, ce que le plus habile Politique ne peut gueres prévoir. En examinant avec impartialité l'état actuel de l'Europe, le plus profond Spéculateur ne nous donnera pas plus de vingt ans à vivre en paix avec elles (1). Tant de circonſtances différentes contribuent à changer & à renverſer la politique des Cours, que la raiſon défend de rien ſtatuer à cet égard. Un Gouvernement ſage fait ſe prémunir contre

(1) D'après la conduite de l'Angleterre à l'égard des Puiſſances du Nord, on peut, ſans être grand Politique, aſſurer que le terme de vingt ans eſt beaucoup trop long. (*Note du Traducteur*).

tous

tous les accidens. Nous avons vu l'Eſpagne intime alliée de l'Angleterre, & devoir ſon indépendance à la force de nos armes ; mais nous voyons aujourd'hui ſes forces combinées avec notre ancien ennemi, & nous faire la guerre avec lui. La Maiſon d'Autriche fut, il y a quelques années, préſervée de ſa ruine par l'alliance & la valeur de la Grande-Bretagne ; mais renonçant auſſi-tôt à tout ſentiment de reconnoiſſance, elle n'a pas tardé à s'unir contre nous avec l'ennemi même dont nous l'avions ſauvée. Si nous venions à avoir la guerre avec les Puiſſances du Nord, d'où pourrions-nous tirer nos proviſions navales? L'Amérique nous les fournit toutes, & même ſuffit elle ſeule à notre Marine nationale & à notre Marine marchande. Le bois de conſtruction de toute eſpece, le fer, le ſalpêtre, la poix, le goudron, la térébenthine viennent dans cette contrée & y ſont mis en œuvre. On peut voir entre l'Ohio & le Miſſiſſipi, 100,000 acres de terre où le chanvre croît de lui-même, & d'une qualité preſqu'égale au chanvre d'Europe. Toutes ces matieres ſe vendent déjà chez nous à un prix beaucoup plus modique que celles qui nous viennent du Nord. Certainement

une Nation ſage & prudente doit appercevoir aiſément qu'il eſt de la bonne politique de conſerver entre ſes mains & d'avoir toujours à ſa diſpoſition des reſſources qui ſont auſſi eſſentielles à ſa conſervation.

Que l'Amérique devienne indépendante ; que les Indes occidentales lui ſoient unies, ou qu'elles tombent au pouvoir de la France, leurs productions dont nous jouirons toujours par les loix du trafic, parce que ces productions ſont néceſſaires à nos Manufactures, à notre Commerce, à nos forces navales, ne nous parviendront toutefois que par les mains des François & des Américains qui nous les feront payer à leur gré. Ils nous les renchériront par le prix du tranſport, & pourront ceſſer de nous les céder quand il leur plaira. Lorſqu'ils verront nos Manufactures ſurpaſſer les leurs, ou leur diſputer l'avantage, ils refuſeront de nous vendre les matieres néceſſaires pour les ſoutenir, ou nous les feront acheter à un prix ſi exorbitant, qu'ils auront dans toutes les Places l'avantage de donner ces matieres fabriquées à meilleur compte que nous. Si nous voulons nous en défaire avant de les mettre en œuvre, & les faire

paſſer dans notre Commerce étranger ; nous ſerons encore obligés de ſupporter les frais d'achat & toutes les charges du cabotage. En tems de guerre, la Grande-Bretagne peut être dépourvue des articles néceſſaires à ſes Manufactures ; la France & l'Amérique en peuvent défendre l'exportation, ou la reſtreindre à leurs alliés : la politique au moins leur dictera ces procédés. En ſuppoſant qu'on ne prenne pas tant de précautions, il nous faudra tirer tous ces objets des Puiſſances neutres ; par conſéquent les payer le double, & ſupporter les frais de deux tranſports, ce qui eſt incompatible avec la continuation de nos Manufactures. La conſéquence néceſſaire de tout ceci, c'eſt que le Commerce de la Grande-Bretagne dépendroit entiérement de la volonté de nos ennemis.

L'Amérique indépendante ! les Indes occidentales réunies aux diſſidens, ou conquiſes par la France ! nos Pêcheries des bancs de Terre-Neuve & des côtes d'Amérique, avec tout le trafic que nous faiſons dans le Continent & dans les Iſles ; tout cela retranché de notre Commerce ! où ſeront nos Ecoles de Matelots ? Les Côtes commer-

çantes, le Négoce dans la Mer Baltique & la Méditerranée, le peu de trafic de nos Ports avec les autres Nations, nous procureront-ils assez de Marins pour les forces navales nécessaires à la sûreté de la Grande-Bretagne? Quand nos Manufactures seront obligées d'acheter leurs matieres premieres à si haut prix, & de les revendre avec une perte certaine, pourrons-nous continuer à maintenir le nombre de Matelots que nous voyons s'élever & se former dans ces différentes Ecoles? Lorsque ces Ecoles seront ainsi diminuées, pourrons-nous suppléer à la perte de 80,000 Matelots que nous éprouverons par l'Indépendance de l'Amérique & la conquête des Indes occidentales? Dans la derniere guerre, nous manquions de Matelots, quoique nous fussions secondés par l'Amérique & les Isles; nous n'en avons pas assez maintenant pour équiper une Flotte égale aux Flottes combinées de nos ennemis : quel sera donc l'état de nos forces navales, quand on en aura séparé une si grande quantité de Marins, qui feront pencher la balance contre nous, & quand nous aurons perdu pour jamais les différentes pépinieres qui nous les fourniſſoient? La

réponſe à cette queſtion eſt auſſi évidente que la détreſſe où nous nous trouverons. Le Pavillon Anglois ne ſera pas plus reſpecté, même dans les Mers qui nous environnent, que la banderole d'un bateau d'huîtres.

On peut voir dans l'hiſtoire d'Angleterre, quel étoit ſon état déplorable, avant qu'elle eût penſé à s'appuyer ſur ſes forces maritimes. Sans ceſſe expoſée au pillage & aux invaſions des Etrangers, elle étoit toujours réduite aux dernieres extrémités. Quoique ſes Princes n'aient pas tardé à reconnoître que ſon ſalut & ſa ſûreté dépendoient de ſa Marine, & qu'ils aient cherché à l'augmenter par tous les moyens qui étoient en leur pouvoir, elle ne montoit qu'à trente-trois Vaiſſeaux ſous le regne d'Eliſabeth ; encore ces Vaiſſeaux étoient-ils du dernier rang, & bien éloignés d'égaler pour le nombre de Matelots & de canons, ceux que les ſimples particuliers d'Amérique armoient pour nous dans la derniere guerre. Par quel moyen nos forces navales ſe ſont-elles accrues, depuis ce tems juſqu'à nos jours, au point étonnant où nous les voyons ? Aſſurément on n'en trouvera point raiſonnablement d'autres cauſes, que l'établiſſe-

ment de nos Colonies, l'étendue & les différentes branches de notre Commerce avec l'Etranger, que ces mêmes Colonies nous permettoient de faire; les nouvelles reſſources qu'elles nous procuroient pour avoir des Matelots; les richeſſes immenſes que la Grande-Bretagne a retirées de ſes correſpondances immédiates & réciproques avec l'Amérique & les Iſles. Quand ces reſſources nous manqueront, leurs avantages ne ceſſeront-ils pas? Nos forces navales déchoiront rapidement dans la même proportion & en même tems que celles de nos ennemis prendront de l'accroiſſement.

Les funeſtes effets de l'étrange propoſition que je réfute, ne ſe borneront pas à ceux dont je viens de faire l'énumération. La Marine Angloiſe ainſi affoiblie, & celle de nos ennemis ainſi augmentée, nous verrons ces derniers entrer en triomphe dans nos ports & dans nos rades. En tems de guerre, notre Commerce doit être interrompu ou entiérement détruit, & nos Fabricans doivent mourir de faim. Les Iſles qui nous environnent, & l'Irlande même, peuvent devenir la proie de nos ennemis & augmenter leurs forces, parce que la

Grande-Bretagne, avec une Marine auſſi inférieure à la leur, ne pourra porter des ſecours où ils ſeront néceſſaires, en cas d'invaſion. Perſonne ne peut non plus imaginer de moyens de ſauver pour nous les Indes orientales. En un mot, il ne faut pas être devin pour prévoir qu'une fois privés de nos Poſſeſſions étrangeres & de notre Commerce, une fois dépourvus de nos Ecoles de Matelots, une fois affoiblis dans nos Flottes, & la puiſſance de nos ambitieux voiſins accrue en proportion, l'Angleterre ne ſera plus en état de maintenir ſon indépendance. Car, en ſuppoſant, ce qu'il n'eſt gueres permis d'eſpérer, que la Nation paſſe tout-à-coup de ſa diſſipation & de ſon luxe actuel aux vertus de nos peres, & qu'elle faſſe les plus grands efforts pour ſa défenſe intérieure, encore ſera-t-il vrai que dans l'état d'affoibliſſement où elle ſe trouvera, & dans l'accroiſſement des forces de ſes ennemis, ſes côtes & ſes terres ſeront ſans ceſſe expoſées à leurs ravages, comme du tems des Danois & des Saxons; & ces ravages finiront tôt ou tard par ſoumettre notre Iſle au pouvoir de quelque Puiſſance voiſine.

DES DEPENSES

Qu'entraînent pour la Grande-Bretagne, la conſervation & la défenſe des Colonies d'Amérique.

ON s'eſt efforcé par beaucoup de raiſonnemens, de faire goûter à la Nation Angloiſe le ſyſtême de l'Indépendance de l'Amérique: parmi les diverſes raiſons que l'on allégue, le plus grand nombre eſt trop foible pour mériter une ſérieuſe réfutation; mais quelques autres ont paru aſſez plauſibles pour exiger d'être examinées avec impartialité.

L'on a ſouvent avancé que la Grande-Bretagne, pour conſerver & défendre ſes poſſeſſions d'Amérique, étoit obligée de dépenſer beaucoup au-delà de ce qu'elle en retiroit; qu'il ſeroit beaucoup plus avantageux pour ce Royaume de reconnoître l'Indépendance de ſes Colonies, & de perdre tous les fonds que nous y avons employés, que de s'opiniâtrer à vouloir les conſerver, comme faiſant partie de l'Etat.

On comprend ordinairement parmi

les charges de l'Amérique, non-seulement les frais de gouvernement, mais les gratifications que l'on accorde aux différentes importations qui se font des Colonies dans cette Isle, & presque tous les frais de la derniere guerre : mais en examinant ce calcul avec impartialité, l'on verra qu'on ne peut raisonnablement y comprendre que le premier de ces articles. Encore à quoi se monte-t-il? Les dépenses de gouvernement se bornent aux Colonies établies depuis vingt ans, & à New-York. La *Nouvelle-Angleterre*, le *Nouveau-Jersey*, la *Pensilvanie*, le *Mary-Land*, les *Comtés de la Delaware*, & *la Virginie*, qui sont d'un rapport infiniment plus avantageux, ne nous ont pas coûté un denier. La somme employée pour New-York, pour les Carolines, la Géorgie, la Nouvelle-Ecosse, & les deux Florides, n'excéde pas 1,700 000 livres ; encore en retranchant de cette somme celle de 700,000 liv., que l'on a follement employée à bâtir le Quai d'Halifax, il ne restera qu'un million, qui, dans l'espace de vingt années, se réduit à 20,000 liv. par an. Voilà donc à quoi se réduit, selon l'exacte vérité, ce que l'Angleterre a donné en échange des richesses im-

menſes qu'elle a tirées de l'Amérique ; & de tous les autres avantages qui lui reviennent évidemment de l'Induſtrie & du Commerce de ſes Colonies, qu'elle a ſoigneuſement vexées par tant de monopoles, pour ſon profit particulier.

Quand il nous en auroit coûté vingt fois davantage pour leur établiſſement & leur gouvernement, ſeroit-il de la bonne politique de les abandonner dans les circonſtances actuelles ? Elles ſont aujourd'hui parvenues à un tel degré d'opulence & de richeſſe, qu'elles peuvent aiſément ſupporter ſeules leurs propres charges, contribuer pour beaucoup aux impoſitions de l'Etat, & nous dédommager de ce qu'elles nous ont coûté, par des avantages vingt fois plus conſidérables. Il eſt impoſſible de gagner, en quelque genre que ce ſoit, ſans avoir fait quelques avances. Le Marchand ne peut ſe diſpenſer de mettre des fonds à conſtruire un Vaiſſeau, à ſe procurer ſa cargaiſon, & l'équipage néceſſaire pour conduire ſon bâtiment aux lieux de Commerce ; & il fait toutes ces avances long-tems avant d'en être rembourſé. Si, à ſon retour, il ſe mettoit en tête qu'il lui en a beaucoup trop coûté, & qu'il prît en conſéquence la réſolution

de couler ſon Vaiſſeau bas en rentrant dans la Tamiſe, ou qu'il abandonnât les marchandiſes dont il revient chargé, eſt-il quelqu'un qui ne le regardât comme le plus fou des hommes?

Si nous voulons jeter un coup-d'œil ſur les dépenſes que les autres Puiſſances de l'Europe ont eues à ſupporter pour l'établiſſement de leurs Colonies, nous trouverons que les nôtres ne nous ont pas coûté autant. Les ſommes exorbitantes que l'Eſpagne a débourſées pour l'acquiſition & l'établiſſement du Mexique, du Chili & du Pérou; & le Portugal pour le Bréſil, ſont infiniment plus conſidérables. Quoique ces Colonies ne procurent pas à leurs poſſeſſeurs la moitié des avantages que nous retirons des nôtres, nous ne voyons pas qu'ils ſoient diſpoſés à y renoncer, ou qu'ils en ſoient dégoûtés par la dépenſe qu'elles leur occaſionnent. Ils les regardent prudemment comme des portions eſſentielles & utiles de leur Empire, comme des Provinces néceſſaires à leur puiſſance & à leur ſûreté, enfin comme des parties de l'Etat qui méritent toute leur protection.

La ſomme employée aux gratifications, ne peut raiſonnablement & ſans

injuſtice être comptée parmi les charges de l'Amérique pour l'Etat. Nous accordons ces gratifications à l'importation d'une infinité de choſes que l'Angleterre ne produit point, & qui nous ſont abſolument néceſſaires pour nos Manufactures & notre Marine. Si par-là nous avons intention que les Américains trouvent leur avantage à nous procurer ces marchandiſes, nous eſpérons également y trouver le nôtre, & même nous en retirons plus qu'eux : ſi nous payons pour les encourager, de notre côté nous retirons un profit évident ; ſans l'eſpérance de ce profit, nous ne ferions aucune avance : par conſéquent, on ne doit point compter cette dépenſe comme une des charges de l'Amérique pour nous ; en un mot, c'eſt un avantage réciproque de part & d'autre, & rien de plus. Il faut donc que les Politiques que nous réfutons, la retranchent de leur calcul exagéré.

En 1754, la France étoit rétablie de l'état de foibleſſe où l'avoient réduite les guerres précédentes qu'elle avoit eues à ſoutenir. Elle voyoit augmenter les forces d'Angleterre. Son ambition, qui n'a jamais été aſſoupie que quand elle a manqué de forces pour l'exercer,

lui fit prendre la réſolution d'arrêter l'accroiſſement de ſa rivale. L'Amérique étoit le côté foible de l'Angleterre, & la France commença ſes hoſtilités ſur l'Ohio. En ſuppoſant que la Grande-Bretagne n'eût point eu de Colonies, la France ainſi rétablie, ne nous auroit-elle pas attaqué d'un autre côté? aſſurément il n'eſt point un homme de bon ſens qui voulût aſſurer le contraire. Peut-on penſer que la paix eût long-tems ſubſiſté entre deux Nations qui ont toujours été en guerre? Il faudroit pour cela ſe perſuader que les Rois de France & les principes politiques de leur gouvernement, étoient alors différens de ce qu'ils ſont maintenant, & de ce qu'ils ont été depuis tant de ſiecles. Mais le vrai, c'eſt que le grand objet de la France étoit alors & eſt encore aujourd'hui, de réduire par tous les moyens poſſibles, la force de ſa rivale; & la derniere guerre n'étoit ni une guerre d'Angleterre, ni une guerre d'Amérique, comme on l'appelloit, mais une guerre contre la Nation Angloiſe. Comment donc peut-on raiſonnablement regarder les dépenſes de la derniere guerre, comme une charge indiſpenſable de la conſervation de l'Amérique? La juſtice & la raiſon exigent qu'on

regarde ces frais comme néceſſaires à la ſûreté de la Grande-Bretagne & à celle de l'Amérique, parce qu'elles ſont enſemble une ſeule & même Nation. Que l'on mette en ligne de compte les productions des deux contrées, le nombre de leurs habitans & leurs richeſſes, & l'on trouvera que la dixieme partie des dépenſes de cette guerre, n'a pas été faite pour les Colonies ſeulement. S'il doit y avoir des diſtinctions odieuſes & abſurdes entre les différentes parties de l'Etat, ſoyons juſtes au moins dans celles que nous avons établies nous-mêmes. Nous devons ſavoir gré aux Américains, des troupes qu'ils ont envoyées dans nos armées, de tous les ſecours qu'ils nous ont procurés, des Armateurs qu'ils ont équipés pour protéger notre Commerce dans toutes les Mers d'Europe & d'Amérique pendant la derniere guerre. Ce n'eſt pas tout encore : nous devons également leur ſavoir gré de tous les avantages que nous avons retirés de leur travail, de leur induſtrie, de leur Commerce, depuis leur établiſſement juſqu'à l'année 1774 (1). Quand on leur aura

(1) *Note de l'Auteur.* Les exportations de la Grande-Bretagne au nord de l'Amérique, pendant les 25 années qui ont précédé cette époque, n'ont pas monté à plus de 50,000,000 livres.

rendu toute la juſtice qui leur eſt due, & que l'on aura fait ces obſervations avec la bonne-foi convenable, je penſe que ces nouveaux Politiques ſeront eux-mêmes bien convaincus de leur erreur ; ou s'ils n'ont pas aſſez de pénétration pour la reconnoître, leur poſtérité conviendra que non-ſeulement l'Amérique méritoit que l'on fît pour elle toutes les dépenſes en queſtion, mais qu'une juſte, ferme & conſtitutionale ſubordination des Colonies étoit abſolument eſſentielle à l'indépendance & à l'exiſtence propre de la Grande-Bretagne.

Cette nouvelle maniere de calculer en Politique, de regarder comme des charges les avances & les gratifications indiſpenſables, ſans mettre en ligne de compte les avantages reçus, n'eſt pas ſeulement injuſte dans ſon principe ; mais quand on l'applique entre deux Provinces d'un même Etat, elle eſt abſolument abſurde. Si nous voulions examiner ce qu'il en a coûté pour la défenſe, &c. des Indes occidentales, de celle de l'Ecoſſe & de l'Irlande, nous trouverions qu'il a fallu des ſommes immenſes, & nous en tirerions les conſéquences que tirent les partiſans de l'In-

dépendance Américaine; ces autres parties de l'Etat ne nous paroîtroient plus mériter la peine d'être conſervées, il faudroit le dépouiller entiérement de ſes poſſeſſions étrangeres.

Un autre raiſonnement ſur lequel s'appuient beaucoup les Partiſans de l'Indépendance, conſiſte à dire, que l'uniformité de loix, de religion & d'uſage entre les Américains & la Grande-Bretagne, forme un attachement qui doit aſſurer à cette derniere la préférence ſur les autres Nations dans le Commerce de l'Amérique. Je veux donner à cet argument tout le poids qu'il peut avoir, en accordant que l'uniformité de loix & de religion, jointe à la ſubordination d'une ſeule & même autorité, contribue pour beaucoup à former & à fixer un attachement durable entre les Peuples; mais l'attachement doit ceſſer avec la cauſe qui en ſerroit les liens: quand les loix & l'autorité ſuprême qui l'ont formé, ſeront une fois abolies, les uſages, les coutumes & les habitudes auxquelles elles auront donné lieu, s'effaceront avec elles; & lorſqu'un ſyſtême différent de loix & de gouvernement aura prix la place de l'ancien, on verra naître avec lui de nouveaux

uſages

uſages & de nouvelles coutumes. Quand donc quelque partie d'une ſociété civile ſe révolte contre le corps principal, elle établit un nouveau ſyſtême de gouvernement; & après avoir aboli l'ancien, fait des loix nouvelles & conformes aux principes de l'autorité qui ſuccéde à la premiere. Comment ces nouveaux uſages prennent-ils conſiſtance? c'eſt ce qui ſemble au-deſſus de notre intelligence. Dans le fait, les Américains ont déjà établi une forme de Gouvernement auſſi oppoſée qu'il ſoit poſſible d'imaginer, aux principes conſtitutionnels de la Grande-Bretagne; ils ont déjà fait & feront encore des loix & des réglemens en conſéquence de leur nouveau ſyſtême politique, qui ne feront que le conſolider, & ne peuvent que contribuer à détruire cet attachement national dont on voudroit ſe prévaloir. Leurs nouveaux Etats ſont tout-à-fait populaires; & les loix & les réglemens déjà faits & à faire, les rapprocheront beaucoup plus des Cantons Républicains & Démocratiques de la Suiſſe, que des loix & de la politique de la Grande-Bretagne. Ainſi nous voyons dès leurs premiers pas, la plus forte preuve d'une averſion réelle de la

part de leurs Légiſlateurs pour notre Gouvernement National, & le principe le plus certain qui puiſſe détruire dans l'eſprit de ces Peuples toute affection & tout attachement pour notre Pays. En ſuppoſant que l'uniformité de coutumes & d'uſages leur laiſſe encore un reſte d'attachement pour nous, combien de temps pourra-t-il durer? Autant que nous l'avons vu ſubſiſter entre les Provinces-Unies & l'Eſpagne, entre les Corſes & la République de Gênes; au moment de leur ſéparation, cet attachement s'eſt changé en une haine nationale qui a duré juſqu'à ce jour.

L'attachement qui réſulte de l'uniformité de Religion, paroîtra bien foible & bien ridicule, ſi l'on en juge d'après l'expérience & les faits. Il n'y a point de Religion dominante en Amérique; il n'eſt point de Religion en Europe, qu'on ne retrouve parmi les Américains. Vous y verrez toutes les Sectes d'Angleterre, des Nonconformiſtes, des Luthériens, des Méthodiſtes, des Calviniſtes, des Presbytériens, des Moraviens, des Ménoniſtes, &c., des Catholiques Romains. Quelle confuſion d'attachemens, ou plutôt, combien d'affections différentes ne produira pas cette

bigarrure de Religions! Il eſt une vérité qu'on doit plutôt déplorer que chercher à prouver, c'eſt que la déſunion & les haines s'élevent plus communément entre les perſonnes de différente Religion, que dans toute autre ſociété; la différence d'opinion ſur un ſimple article de foi, a ſouvent été le principe & la cauſe de la perſécution. On peut conclure de tout ceci, que quand il reſteroit dans le cœur des Américains quelques ſentimens de cette eſpece d'attachement national, les Luthériens, les Calviniſtes, les Méthodiſtes, les Moraviens, &c. s'attacheront à l'Allemagne où ils ont pris leur origine, & où leur Religion eſt plus tolérée; les Presbytériens & les Puritains demeureront attachés à l'Irlande; les Catholiques Romains, à la France, à l'Eſpagne & au Pape; & le petit nombre de ceux qui ſuivent les Egliſes d'Angleterre, à la Grande-Bretagne.

Pour faire ſentir en peu de mots toute la force de cet argument, ne voit-on pas tous les jours des Monarchies en guerre avec des Monarchies, des infideles avec des infideles, des Catholiques avec des Catholiques, des Nonconformiſtes avec des Nonconformiſtes? Quel

fondement y a-t-il donc à faire ſur l'attachement qui réſulte de l'uniformité de Gouvernement, de loix & de Religion?

L'on a auſſi avancé que l'Amérique devenue indépendante ſera portée, par des motifs d'intérêt, à nous donner la préférence ſur les autres Nations dans le Commerce, parce que, dit-on, nous pouvons lui fournir des Fabriques à meilleur compte qu'il ne lui ſeroit poſſible d'en élever elle-même ou de ſe les procurer chez les autres Nations. Si l'Amérique ne faiſoit aucune alliance de Commerce avec des Etrangers; s'il n'y avoit pas de cauſe d'inimitié entre elle & nous au moment de notre ſéparation, & ſi elle ne pouvoit abſolument fabriquer par elle-même, on auroit peut-être raiſon de dire qu'il ſeroit de ſon intérêt de prendre en Angleterre les articles que nous pouvons lui procurer à meilleur compte que les autres Peuples de l'Europe. Mais il n'eſt pas probable que nous nous trouvions réciproquement dans aucune de ces circonſtances favorables; on doit bien plutôt s'attendre à ce que les raiſons contraires s'oppoſent à toute relation de Commerce entr'eux & nous. Il exiſte déjà un Traité de Commerce qui ſera

toujours bien préjudiciable à celui de l'Angleterre ; & dans le cas où la France réuſſiroit à ſoutenir l'Indépendance de l'Amérique, il n'eſt pas douteux que ces deux Peuples feront d'autres traités, qui nous ſeront plus préjudiciables encore. On ne peut exprimer juſqu'où cela peut aller, quand on penſe à l'habileté des Américains pour la Fabrique, ou quand on réfléchit que leur ſol peut produire une plus grande quantité de matieres premieres, que toute autre contrée du globe.

Quand l'Amérique aura ſon intérêt perſonnel & diſtingué à ſuivre, ſes vues s'agrandiront, ſa politique ſe portera toute entiere ſur ce qui lui ſera utile ; ſes intérêts, au lieu d'être unis à ceux de la Grande-Bretagne, en ſeront entiérement diviſés, & lui ſeront même tout-à-fait oppoſés : elle verra bientôt que les Manufactures ſont la plus ſolide baſe du Commerce ; que le Commerce eſt le plus sûr moyen d'acquérir de grandes richeſſes, & que les richeſſes ſont abſolument néceſſaires à ſa conſervation. Il eſt impoſſible qu'avec des motifs auſſi puiſſans, elle n'emploie pas tout ce qui ſera en ſon pouvoir pour établir des Manufactures & étendre ſon

Commerce. Elle ſe verra évidemment intéreſſée à fabriquer pour les autres, comme pour elle-même. On fera des loix qui accorderont des gratifications pour encourager les Fabriques, & l'on défendra toute importation des marchandiſes étrangeres. Avec ces précautions, les Manufactures & le Commerce des Américains s'étendront ; & à meſure qu'ils en ſentiront les avantages, ils redoubleront leurs efforts, juſqu'à ce qu'ils puiſſent non-ſeulement ſe fournir eux-mêmes de ce dont ils manquent, mais fournir encore la Grande-Bretagne des différens articles qu'ils auront fabriqués chez eux, avec les matieres premieres de leur ſol. Ce raiſonnement ne paroîtra pas une ſimple conjecture à ceux qui ſavent combien le Commerce eſt changeant & variable ; en jettant les yeux ſur l'hiſtoire de tous les tems, on voit qu'il a paſſé, en différentes périodes, entre les mains des Phéniciens, des Carthaginois & des Vénitiens. L'Allemagne & la France l'ont eu les dernieres, & leurs Manufactures fourniſſoient la Grande-Bretagne. Celle-ci aujourd'hui le fait plier ſous la force de ſes armes.

Combien de tems conſervera-t-elle encore ſon importance parmi les Na-

tions commerçantes ? cela dépend entiérement de la ſageſſe des meſures que l'on prendra dans l'occurrence actuelle. Si elle renonce à ſa domination ſur l'Amérique, ſon Commerce doit tomber en peu de tems : ſi elle conſerve ſes Colonies, rien ne peut lui enlever ſa prépondérance. Car quoique les liens d'intérêt & de politique fuſſent diviſés par la violence de la guerre, & que l'on vît lui ſuccéder la paſſion & le reſſentiment que le tems ſeul peut affoiblir ; quoiqu'il exiſtât des Traités avec les autres Nations, & contraires à la Grande-Bretagne, il n'eſt pas moins vrai que ſi ces diſſidens rentroient une fois avec nous, & qu'ils nous fuſſent réunis par un intérêt & une politique commune, il ne ſeroit pas difficile de les engager par la ſuite à ſe livrer aux genres d'occupations qui leur ſeroient le plus avantageux, comme la culture de la terre & la production des matieres premieres néceſſaires aux Manufactures de la Grande-Bretagne. Ils s'appliqueront à l'eſpece d'induſtrie qui, dans cette ſuppoſition, pourra contribuer de la maniere la plus ſimple & la plus utile à l'intérêt commun des deux contrées. Ils verront qu'ils peuvent cultiver & pré-

parer les matieres premieres pour la Grande-Bretagne, & qu'ils en tireront plus de profit qu'en les mettant eux-mêmes en œuvre; ils recevront de nous en échange toutes les commodités néceſſaires & agréables de la vie, à meilleur marché, qu'ils ne pourroient ſe les procurer chez les autres Nations: ici, leur véritable intérêt (1) ſera d'accord avec leurs attachemens politiques, & les renforcera; ces attachemens ſeront formés & maintenus par des principes ſolides, juſtes & libres. Bien entendu que tout ceci ſuppoſe qu'on exercera ſur eux la même autorité que ſur les Peuples de la Grande-Bretagne, qu'on leur accordera les mêmes priviléges; car il ne faut pas être très-ſavant dans les principes ſur leſquels eſt établie toute ſociété, ni dans la connoiſſance du cœur humain, pour voir au premier coup-d'œil, que

---

(1) *Note du Traducteur.* L'Auteur ne ſe rappelle pas qu'il a dit plus haut, que les Américains une fois indépendans, feront de nouvelles loix, auront plus d'émulation, étendront leur Commerce, deviendront plus opulens qu'ils ne peuvent l'être ſous la dépendance de l'Angleterre. Ses raiſonnemens prouvent bien que le véritable intérêt de la Grande-Bretagne eſt de conſerver ſes Colonies, & même de les vexer; mais il prouve auſſi-bien clairement que les Américains ſont très-intéreſſés à ſecouer leur joug.

l'égalité eſt la voie la plus courte d'arrêter les jalouſies, les diſſenſions & les diviſions entre les ſujets d'un même Etat.

DU RAPPORT

Et de l'importance des Colonies de l'Amérique & des Indes occidentales, pour l'Angleterre.

DEPUIS l'impreſſion des Réflexions que l'on vient de lire, l'Auteur a reçu d'un de ſes amis, un état des exportations & des importations entre l'Angleterre & les Indes occidentales. En parcourant cet Ouvrage, il s'eſt naturellement rappellé les grandes clameurs qui ſe ſont élevées depuis peu, relativement à la perte de la Dominique, de Saint-Vincent, de la Grenade, dans le tems où cette portion des treize Colonies Britanniques ſembloit à peine mériter les regrets de la Nation. Un étranger qui ira à la Bourſe Royale, ou dans deux Maiſons conſiderables de Weſtminſter, & qui entendra le langage qu'on y tenoit ſur les Iſles & les Colonies, conclura que le ſalut de la Grande-Bretagne dépend du reçouvre-

ment des premieres, & que les Colonies ne doivent pas plus nous intéreſſer, que ſi elles étoient dans la lune.

Je n'examinerai point les cauſes d'une partialité auſſi extraordinaire, & d'une légéreté auſſi inconcevable; mais elles peuvent être dangereuſes dans leurs effets. De pareilles inconſéquences deviennent indifférentes, lorſqu'elles prennent leur origine dans quelqu'intérêt particulier, ou dans l'aveuglement de l'eſprit de parti. Lorſque le Public ſe trompe ſur des matieres eſſentielles à ſes vrais intérêts, quelle que ſoit la ſource de ſes erreurs, les conſéquences ſont toujours de la même importance. Je tâcherai d'en éloigner l'influence, avec les armes de l'expérience & de la vérité; j'en laiſſerai le réſultat à faire à tout homme impartial & ſans préjugé.

Toute comparaiſon entre deux portions d'une même ſociété civile, lorſqu'il s'agit de leur ſalut, eſt odieuſe, & on doit l'éviter avec ſoin, parce que chaque partie d'un même Empire a un droit égal à la protection du Gouvernement. Mais quand cette comparaiſon eſt une fois faite; quand elle eſt faite avec injuſtice & d'après de faux principes; quand elle tend à détourner

l'attention publique des objets qui ſont pour lui de la plus grande importance, on n'a pas beſoin d'apologie pour entreprendre de lui montrer qu'il ſe trompe néceſſairement.

La vérité, c'eſt que ces Iſles, ſous quelque point de vue qu'on les enviſage, ſont d'une très-petite importance, en comparaiſon du Nord de l'Amérique. Je vais les examiner ſeulement ici relativement au Commerce.

Les exportations d'Angleterre ont monté,

En 1771,

	liv. ſterl.	*ſ.*	*d.*
Pour le Nord de l'Amérique, à	4,586,882	15	5
Pour la Dominique, à	170,623	19	3
Pour Saint-Vincent, à. . . .	36,839	10	7
Pour la Grenade, à.	123,919	4	5
TOTAL....	3 1,382	14	3
La différence eſt	4,255,500	1	2

Ces faits n'ont pas beſoin d'être commentés, pour ſervir de preuve à la vérité que je voudrois inſinuer. Ils montrent que nos Iſles ne conſomment pas un quinzieme de ce que l'Angleterre fournit aux Colonies d'Amérique, de ſes Manufactures & des articles de Com-

merce étranger ; ils mettent par conſéquent une grande différence entre l'importance des unes & des autres, pour la Mere-Patrie : voilà, ce me ſemble, une vérité toute claire.

Je ſuis bien éloigné de penſer que nous ne devions pas faire les plus grands efforts pour recouvrer ces Iſles ; je ſais qu'elles ſont une précieuſe portion des Indes occidentales, & je ſais trop de quelle conſéquence ces Indes ſont pour notre Commerce : mais je connois également l'importance bien ſupérieure de l'Amérique, & je ſuis convaincu que la ſûreté des Iſles dépend de l'union des Colonies du Continent avec nous. D'après cela, je ne puis concevoir l'erreur de ceux qui, portant leurs vues ſur les moyens dont la puiſſance & l'opulence de l'Etat dépendront à l'avenir, font un ſi grand fonds ſur la conſervation des Iſles, & paroiſſent favoriſer l'Indépendance de l'Amérique & la déſirer même avec ardeur. S'ils mettoient dans une balance le produit de toutes les Plantations des Iſles, & qu'ils vouluſſent peſer dans une autre avec impartialité le produit de l'Amérique ; s'ils examinoient l'immenſe étendue des terres qui déjà y ſont miſes en valeur, & de

celles qu'on peut y mettre encore ; s'ils mettoient en ligne de compte le nombre infiniment plus conſiderable de ſes habitans, de ſes Marins pour le Commerce ou pour la Guerre, avec les différentes améliorations dont elle eſt ſuſceptible, & qu'on n'a pas encore tentées juſqu'à ce jour ; s'ils réfléchiſſoient qu'elle peut produire & fournir toutes les matieres premieres de nos Manufactures, & faire une grande conſommation de tous les articles de notre Commerce, eu égard au nombre des Colons, ils ſentiroient combien ils ſe trompent, & je crois qu'ils auroient du moins la bonne-foi de convenir que nos Colonies d'Amérique ſont pour nous de quelque conſéquence, & qu'elles ſont auſſi importantes que les Indes occidentales.

Les erreurs viennent ſouvent de ce qu'on ne connoît pas les faits, de ce que l'on eſt mal informé, & quelquefois du peu d'attention que l'on apporte à s'inſtruire des circonſtances. Je crois cependant qu'il n'eſt pas difficile alors de rectifier ſa façon de penſer : des faits inconteſtables doivent produire ce bon effet. Je vais cependant comparer en peu de mots les circonſtances parti-

culieres à chaque contrée; c'eſt le ſeul moyen de montrer leur importance reſpective pour la Grande-Bretagne.

1°. Les Colonies d'Amérique, ſans y comprendre la Baye d'Hudſon & ſes dépendances, renferment une étendue de 160000 milles en longueur ou environ, & de 700 milles en largeur: toutes les Indes occidentales réunies, comparées à cette vaſte contrée, ne paroîtront qu'une petite tache ſur une Carte géographique.

2°. Les habitans des Colonies ſont en général d'une bonne ſanté, & s'ils ne ſont point troublés par les ravages de la guerre, la population y double dans l'eſpace de vingt-cinq ans, par l'heureuſe fécondité du climat. Les Indes occidentales ſont auſſi mal-ſaines que le plus mauvais pays de la terre. Elles ont été juſqu'à préſent, & ſeront toujours le tombeau des Européens & des Africains. Pour y maintenir le nombre d'habitans néceſſaires à la culture, nous ſommes obligés d'y faire paſſer tous les ans, des recrues d'Anglois & d'Africains.

3°. Malgré tous ces ſupplémens, les Indes occidentales ne comprennent pas le tiers des habitans de l'Améri-

que ; encore les cinq-ſixiemes de leur nombre ſont-ils de Négres & des Eſclaves, qu'on ne peut regarder que comme des ennemis domeſtiques que l'eſpoir de la liberté rend toujours prêts à ſe révolter en faveur du premier uſurpateur. Auſſi ces Iſles ont toujours été & ſeront toujours à charge à l'Angleterre, dans ſes guerres & dans ſes débats pour ſa propre puiſſance & ſa défenſe particuliere. Au lieu de contribuer pour leur compte à nous donner des ſecours d'hommes & d'armes ; au lieu de ſervir à la défenſe commune, nous ſerons toujours obligés d'employer nos forces de terre & de mer, & de verſer notre propre ſang pour leur conſervation. L'on ne peut pas dire la même choſe de l'Amérique. On y trouve une certaine quantité de Négres, mais ils ne font pas la cinquieme partie des habitans. Elle ſera donc toujours en état de nous fournir, par la ſuite, des hommes propres à nous ſeconder dans toutes nos guerres, & de contribuer à tout autre égard, ſelon ſon pouvoir, aux charges & aux entrepriſes néceſſaires pour le ſoutien de l'Etat. Dans la derniere guerre, elle a levé & mis ſur pied plus de 20,000 hommes, & nous a aidé

à conquérir ces mêmes Iſles, ſur leſquelles ſe porte avec tant de chaleur la ſollicitude de la Nation, d'ailleurs peu inquiete des intérêts & de la conſervation de ces utiles coopérateurs au bien de l'Etat.

4°. De plus, le climat & les productions des Indes occidentales ſont preſque les mêmes dans chaque Iſle; elles nous procurent quelques articles de Commerce qui ſont de bon rapport: mais l'Amérique renferme tout ce que peut donner la variété d'un climat & d'un ſol ſitué à trente degrés de latitude, & depuis dix juſqu'à quinze de longitude. Si les Indes occidentales nous procurent toutes les choſes purement de luxe & qui ne ſont point néceſſaires à la vie, l'Amérique peut fournir les unes & les autres: ſi nous tirons des Iſles du rum, du ſucre, du coco, du caffé, du piment, du gingembre, les Colonies peuvent nous faire paſſer du froment, du ſeigle, de l'orge, de l'avoine, du bled d'Inde, du riz, de de la fleur de farine, du biſcuit, du bœuf ſalé, du porc, du lard, de la venaiſon, de la merluche, du maquereau & d'autres poiſſons, enfin du Tabac. Quand nos moiſſons nous ont manqué,

qué, elle a verſé ſes grains chez nous, & a toujours ſuppléé à nos pauvres labours : ſi jamais il y avoit famine en Angleterre, elle n'auroit point d'autre reſſource que dans l'Amérique. Si les Iſles nous donnent du bois de Campêche, de l'Indigo & quelques autres matieres premieres pour la teinture ; l'Amérique, outre ces drogues, nous donne auſſi de la ſoie, du lin, du chanvre, des fourrures & des peaux d'ours, de caſtor, de loutre, de bêtes fauves, de tigre, de léopard, de chat ſauvage, de renard, de rabbet, des cendres à ſavon, du cuivre, du plomb, du fer de toute eſpece pour nos Manufactures ; outre cela tous les articles de proviſions navales, du bois de charpente, des planches de conſtruction, des mâts, des vergues, des Vaiſſeaux deſtinés à être vendus, de la poix, du goudron, de la térébenthine, du chanvre & du ſalpêtre. Dès que nous avons beſoin de quelques-unes de ces Marchandiſes pour étendre nos Manufactures & notre Commerce, on nous les envoie immédiatement ſur les lieux, & l'on exporte le ſurplus ſeulement dans les autres Colonies & pour le Commerce avec l'Etranger ; & même le produit de ce ſurplus nous eſt preſque

tout entier remis en billets ou en argent, en paiement des articles de nos Manufactures ou des productions étrangeres que les Américains reçoivent de nous. Ainſi tout l'avantage de ce Commerce eſt concentré en Angleterre.

5°. Je puis ajouter une cinquieme raiſon plus importante encore & plus convaincante. Si les Indes occidentales ne ſont pas encore au plus haut point de leur rapport, il eſt certain qu'elles ne ſont pas ſuſceptibles d'une amélioration beaucoup plus grande. Au lieu que l'Amérique ne fait, pour ainſi dire, que naître, & avec le tems elle parviendra sûrement à un dégré d'accroiſſement, dont aucune contrée n'a jamais approché.

	liv. ſterl.	*ſ.*	*d.*
Les exportations d'Angleterre, au nord de l'Amérique, étoient, en 1763, de . . .	1,867,285	6	2
En 1771, de .	4,586,882	17	11

	liv. ſterl.	*ſ.*	*d.*
Elles ont donc augmenté en huit ans, de	2,719,597	11	9

	liv. ſterl.	*ſ.*	*d.*
Les exportations aux Indes occident. ont été, en 1763, à	1,149,596	12	4
En 1771, à . .	1,155,658	3	11
Elles n'ont augmenté en huit ans que de	6,061	11	7
Les importations des Indes en Angleterre, ſe ſont montées, en 1763, à .	3,268,485	14	6
En 1771, à . .	2,800,583	14	0
Elles ont diminué en huit années, de	467,902	0	6

Je n'ai pu me procurer un état exact des exportations générales des Indes occidentales, quoique j'aie fait quelques recherches pour cela; il m'eſt impoſſible en conſéquence de les comparer avec celles des Colonies d'Amérique; il faut donc me contenter de joindre ici l'état des exportations de l'Amérique ſeulement :

	liv. ſterl.	*ſ.*	*d.*
En 1766, il étoit de	3,924,606	0	0
En 1773, de .	6,400,000	0	0
Elles ont augmenté en 7 ans, de	2,475,394	0	0

Je terminerai ces réflexions par la comparaiſon des exportations de l'Angleterre à l'étranger, avec ſes exportations aux Colonies & aux Indes occidentales; de maniere que le Lecteur impartial puiſſe voir la proportion des deux dernieres avec les premieres.

				liv. ſterl.	*ſ.*	*d.*
Les exportations de l'Angleterre chez l'Etranger, ont été évaluées en général, en 1771, à . . .				7,000,000	0	0
Chez les Américains, à . .	4,586,882	15	5	5,742,540	19	4
Aux Indes occidentales, à .	1,155,658	3	11			
Total. . . .				12,742,540	19	4

Les exportations d'Irlande en Amérique & aux Indes occidentales, ſont connues pour être aſſez conſidérables. Je les aurois miſes ſous les yeux du Public, ſi j'avois pu me les procurer; mais on ne peut douter qu'elles ne faſſent aux exportations de l'Angleterre en Amérique, une addition de

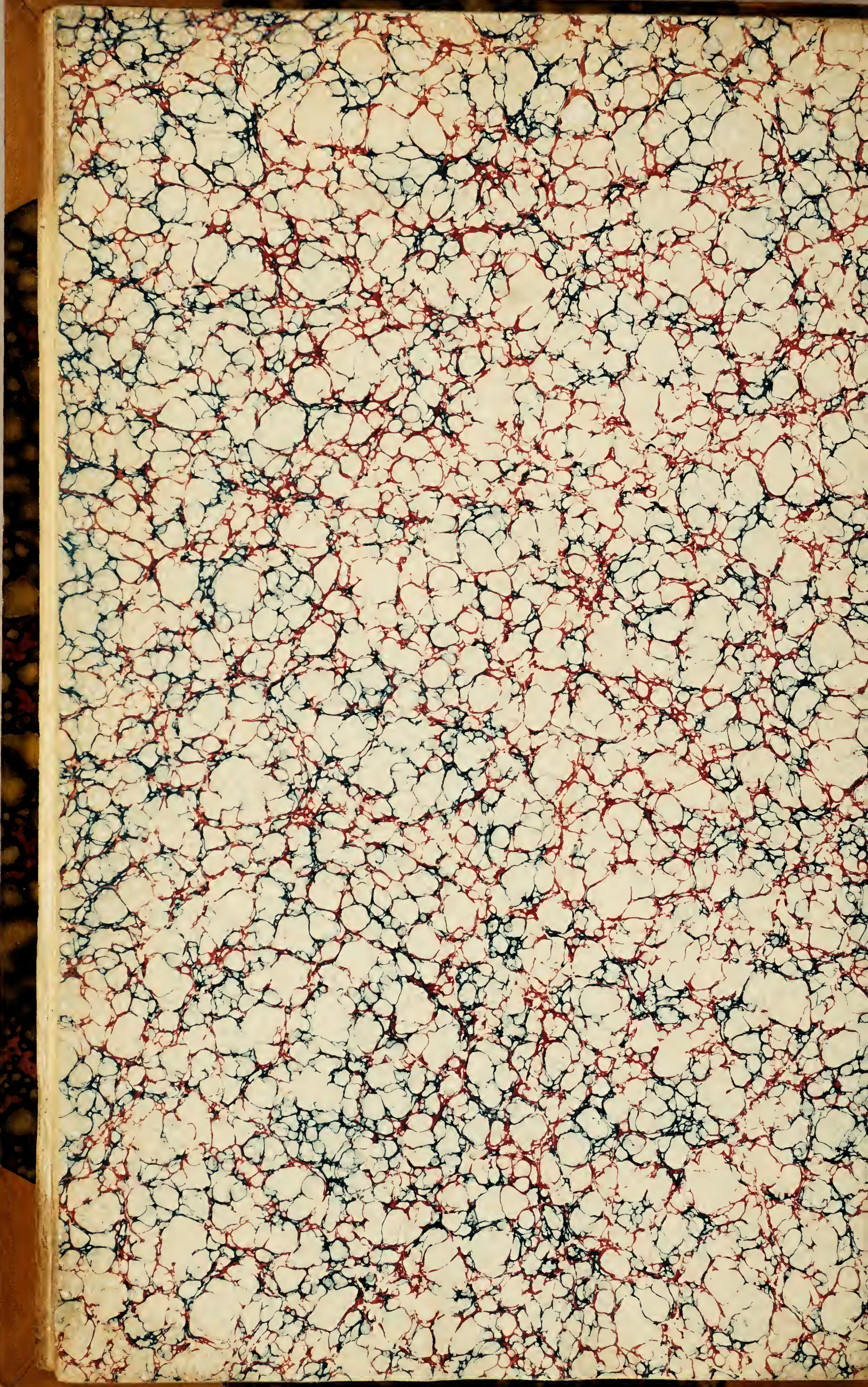
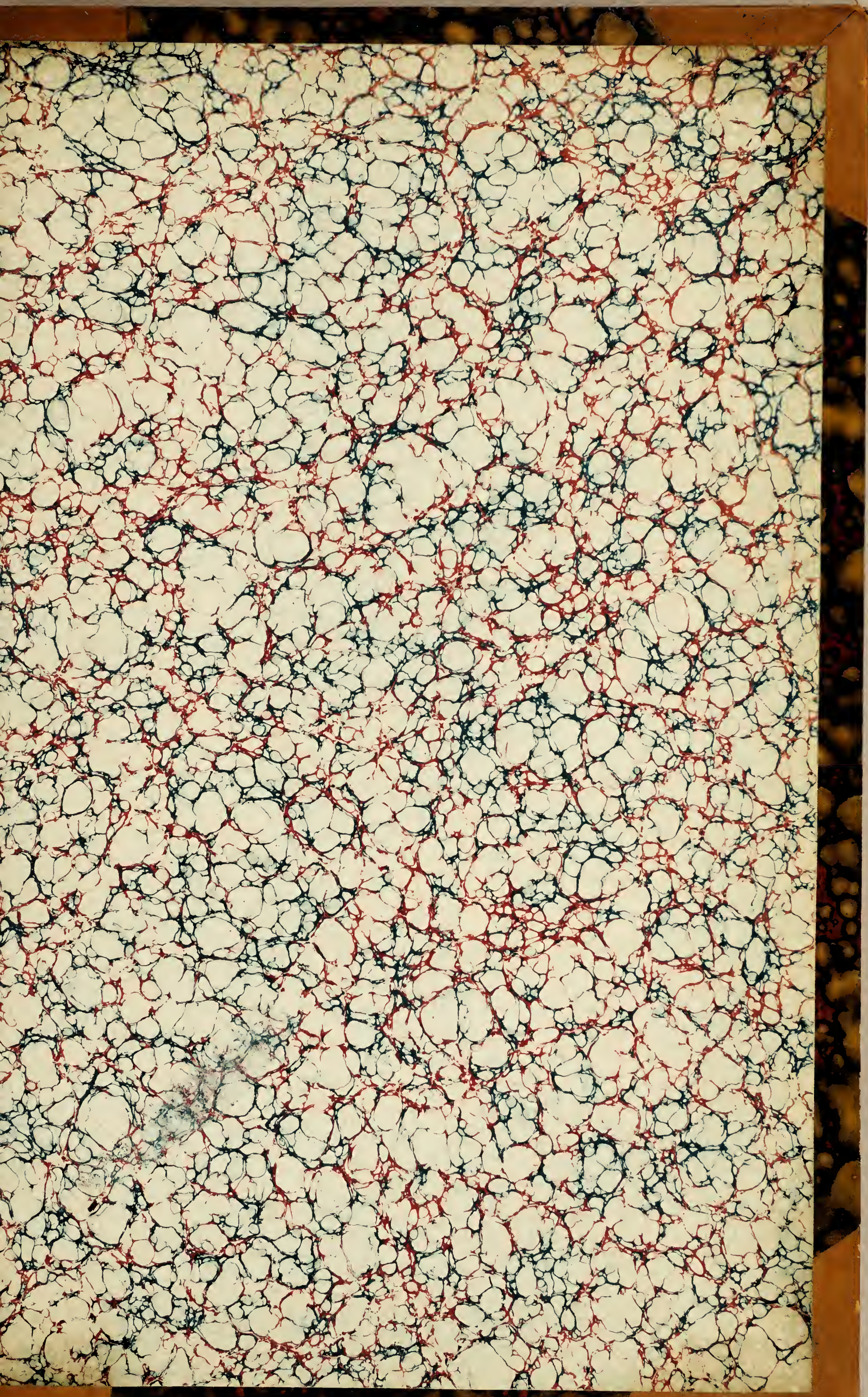
	liv. ſterl.	*ſ.*	*d.*
. . . .	6,000,000	0	0

qui égale preſque le montant des exportations étrangeres de ce Royaume, & la moitié de tout le Commerce de la Nation, en exceptant ſeulement celui d'Irlande & des Indes occidentales. D'après ces faits & ces obſervations,

les partiſans de l'Indépendance Américaine doivent ſentir que leur ſyſtême ne tend à rien moins qu'à démembrer de l'Etat Britannique la plus grande partie de ſon territoire, plus d'un quart de ſes Habitans, & près de la moitié de ſon Commerce avec les étrangers ou les Colonies. Si cette Indépendance s'exécute, elle doit entraîner néceſſairement la décadence, ſinon la ruine entiere, des reſſources les plus certaines de nos richeſſes & de nos forces, pour les faire paſſer au pouvoir de nos ennemis naturels & déclarés. Il faut que ceux qui ſont de cet avis, y ſoient portés ou par un intérêt perſonnel, ou par un eſprit d'ambitieuſe inquiétude, ou par une violente fureur de parti, ou par les préjugés auſſi faux que ſpécieux des principes républicains, ou enfin par une averſion peu raiſonnée de notre heureuſe Conſtitution. L'ardeur inconſéquente avec laquelle ils ſaiſiſſent le moindre objet favorable à leur opinion, ne leur permet pas de voir les ſuites funeſtes de leur conduite; ou s'ils voient cet effrayant avenir, & qu'ils n'en ſoient pas ébranlés, on peut eſpérer que le bon ſens des Anglois, qui ſont tous intéreſſés dans cette circonſtance cri-

34281

tique, ne ſera pas ſéduit plus long-tems par des hommes qui méconnoiſſent ou veulent méconnoître les véritables intérêts de la Nation, & qui l'ont ſi inhumainement conduite ſur les bords d'un précipice auſſi dangereux; ils feront les derniers efforts, tandis qu'il en eſt encore tems, pour éloigner le plus fâcheux de tous les malheurs, & voir qu'il ont été des dupes volontaires, & les inſtrumens de leur propre ruine & de celle de leur Patrie.

FIN.

D781
G174r